Depuis 2 ans, le gouvernement tente par tous les moyens d'imposer sa réforme des retraites. Il ne recule devant rien pour convaincre la population que celle-ci fait l'objet d'une vaste concertation avec les syndicats, ou encore qu'un grand nombre de salarié.e.s aurait tout à gagner de cette réforme. Il n'en est rien !

Sans ressource nouvelle, les pensions vont s'effondrer...

Le gouvernement veut bloquer le financement du système des retraites au niveau de 14% du PIB quelque soit le nombre des retraité·e·s et la situation économique du pays. Ainsi, l'augmentation de l'ordre de 37 % du nombre de retraité·e·s d'ici à 2050 se traduira par un effondrement du niveau des retraites. Pour les fonctionnaires, dont le calcul des pensions est actuellement basé sur les six derniers mois, la mise en place du système par point aura des conséquences dévastatrices sur leurs montants. Et la prise en compte des primes n'y changera rien...

La loterie pour nos retraites !

Le gouvernement affirme que le système sera lisible et clair puisqu'« un euro cotisé ouvrira les mêmes droits à retraite ». Sauf que rien n'est dit du contenu de ces droits ! La réforme systémique du gouvernement induit une rupture majeure : alors qu'aujourd'hui les salarié·e·s ont une garantie de maintien de leur niveau de vie, le montant de leur pension dans le nouveau système ne sera défini qu'au moment du départ en retraite, en fonction de l'âge du départ en retraite, de l'espérance de vie et de la situation économique.

Les grands gagnants : tout pour les assureurs et les banquiers !

La conséquence sera simple : si le système par répartition ne garantit plus de maintien du niveau de vie, celles et ceux qui en ont la capacité se tourneront vers l'épargne individuelle et la capitalisation, au détriment du financement de notre système solidaire de répartition... Au risque de perdre leur retraite en bourse...

Une réforme régressive partout où elle a été mise en œuvre !

Partout où ce système a été mis en place, les retraité·e·s ont vu leur niveau de vie s'effondrer. En Suède, le basculement d'un système « à prestations définies » avec garantie du niveau de pension, à un régime « à cotisation définies » avec blocage des ressources s'est traduit par une baisse de

10 % des pensions en seulement 4 ans. A l'inverse, les travailleur·se·s belges, fortement unis et mobilisés, ont réussi à faire échec au système de retraite à point l'année dernière.

Mobilisons-nous pour le retrait de cette réforme et pour imposer de nouveaux droits !

Nous devons nous mobiliser pour sauver notre système de retraite qui est l'un des meilleurs au monde malgré les attaques dont il a été la cible ces dernières années. Et obtenir le droit de partir en retraite à taux plein avec un revenu de remplacement à 75% du revenu net, la prise en compte des années d'études et de précarité chez les jeunes ainsi que de la pénibilité des métiers. En tant qu'agent.e.s des finances, nous sommes particulièrement bien placés pour savoir que les moyens existent dans un pays où la production de richesse et où les revenus financiers ont explosé ces dernières années !

Aux Finances, toutes et tous concernés !

Le lien avec les attaques sans précédent que les administrations et établissements financiers de Bercy connaissent, est évident. Ce sont bien les mêmes logiques mises en œuvres : casse des droits et garanties collectifs et précarisation, privatisation, austérité à tous les étages. Alors que les luttes se développent partout depuis plusieurs mois contre le démantèlement de nos statuts, de nos missions et de nos réseaux, la réussite de cette journée de grève et ses suites sera donc déterminante pour reprendre en main notre avenir !

Unis dans l'action à partir du 5 décembre 2019,

fichiers: Télécharger appel_fd_finances_5_12_2019.pdf (95.14 Ko)
Public: Infos / actions
Luttes 2019

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank